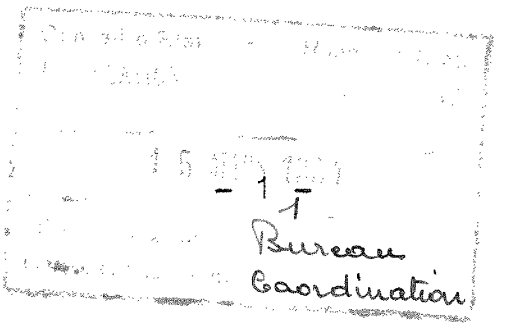


ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 17 février 1954, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les ventes et les prêts à tempérament", a donné le 22 février 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e Februari 1954 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de verkoop en de lening op afbetaling", heeft de 22e Februari 1954 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat a donné le 11 janvier 1954 un avis sur un premier texte du projet de loi relatif aux ventes et aux prêts à tempérament.

Le Gouvernement reprend dans un nouveau projet le texte proposé par le Conseil d'Etat en apportant quelques modifications aux articles 1er, 2, 11, 17, 20 et 26.

Le Conseil d'Etat n'ayant pas reçu l'exposé des motifs du second projet, doit se référer à celui qui accompagnait le premier projet.

\+

\+ +

Le projet de loi relatif aux ventes et aux prêts à tempérament contient des dispositions appartenant à plusieurs ordres d'idées.

Tout d'abord, il soumet ces contrats à certaines conditions de forme afin de renseigner l'acheteur ou l'emprunteur sur les conditions exactes auxquelles il traite.

Dans le but d'éviter des achats inconsidérés qui dépassent les moyens des acheteurs, le projet impose le paiement préalable à la livraison d'un acompte minimum de 15 p.c. et des frais. Il permet au Roi d'augmenter le pourcentage minimum de l'acompte par groupe d'objets. Le Gouvernement pourra, de cette manière, empêcher un recours excessif aux ventes à tempérament et agir ainsi sur le volume des crédits accordés pour financer ce genre d'opérations.

Le projet contient des dispositions destinées à protéger l'acheteur ou l'emprunteur contre des clauses draconiennes dont il ne saisit pas toujours la portée.

Il donne le pouvoir au juge de modifier les peines imposées par le vendeur en cas d'inobservation de la convention. Il répute non écrites les clauses contenant une condition résolutoire expresse, sauf lorsqu'elles sont stipulées pour les cas qu'il précise.

Enfin, le projet prohibe l'usage des traites acceptées et des billets à ordre, sauf si l'acheteur ou l'emprunteur est inscrit au registre du commerce.

\+

\+ \+

Au cours du premier examen du projet de loi, le Conseil d'Etat avait proposé de remplacer à l'article 1er les mots "objets mobiliers" par "meubles corporels". Le Gouvernement préfère adopter les termes "biens meubles" afin de couvrir notamment les ventes à tempérament de valeurs mobilières autres que les valeurs à lots.

Eu égard à cette nouvelle rédaction, il conviendrait de préciser si, et éventuellement dans quelle mesure, la législation en matière de vente de titres cotés et non cotés, autres que les valeurs à lots, est affectée par les règles nouvelles reprises dans le projet.

.../...

Selon l'exposé des motifs du premier projet, le financement par le système des bons ou coupons d'achat devait tomber sous l'application de la loi. Le Conseil d'Etat avait proposé de maintenir à l'alinéa 2 de l'article 1er l'expression "avance" mais en déterminant sa portée juridique ainsi qu'il suit : "toute avance réalisée par la remise de titres d'achat ... ".

Dans le second projet, le Gouvernement supprime cette précision. On n'aperçoit plus dès lors la signification exacte du mot "avance" qui est susceptible de plusieurs sens.

\+

\+ \+

L'article 1907, alinéa 2, du Code civil dispose que dans les conventions de prêts remboursables au moyen d'annuités, le taux de l'intéret et le taux stipulé pour reconstituer le capital doivent être fixés par clauses distinctes de l'acte.

Il conviendrait de préciser dans quelle mesure l'article 11, 5°, du projet peut avoir éventuellement une incidence sur l'article 1907, alinéa 2, du Code civil.

\+

\+ \+

.../...

L'article 17 interdit l'usage de traites acceptées ou de billets à ordre lorsque l'acheteur ou l'emprunteur à tempérament n'est pas inscrit au registre du commerce. Toutefois, pour ne pas nuire à la sécurité du crédit en matière cambiaire, cette disposition n'aura pas d'effet sur la validité des traites et billets à ordre créés en violation de la loi. La méconnaissance de l'article 17 entraîne uniquement l'application de sanctions administratives.

L'exposé des motifs justifie cette interdiction par la considération que l'emploi de la lettre de change ou de la promesse ne permet pas d'accorder de délai au débiteur malheureux.

L'exposé des motifs signale un second inconvénient de l'emploi de la lettre de change : "L'acheteur à tempérament qui a accepté une lettre de change ultérieurement cédée à un tiers est tenu au payement complet du prix,même si ...le vendeur n'a pas rempli ses obligations de délivrance et de garantie". Cet inconvénient existe également pour le souscripteur du billet à ordre.

Il serait inexact de penser que l'interdiction de l'usage de lettres de change acceptées ou de billets à ordre supprimerait ce second inconvénient. En effet, le Gouvernement n'a pas l'intention d'interdire les clauses conventionnelles par lesquelles l'acheteur s'engage à ne pas faire valoir contre les tiers cessionnaires de la créance du vendeur, les exceptions qu'il aurait contre celui-ci du chef de l'exécution fautive du contrat de vente lui-même.

Dans l'intention du Gouvernement, seules

.../...

les exceptions que l'acheteur pourrait tirer de la violation, dans le contrat de vente, des dispositions d'ordre public inscrites dans le projet pourront être opposées au tiers cessionnaire, nonobstant toutes conventions contraires.

En bref, le système du Gouvernement en ce qui concerne l'inopposabilité des exceptions peut se résumer comme suit.

Lorsqu'il est fait usage, régulier ou irrégulier, de traites ou de promesses, l'acheteur ne pourra opposer au tiers porteur les exceptions fondées sur l'inexécution du contrat de vente. Le droit cambiaire s'applique.

Au contraire, lorsqu'il n'est pas fait usage de traites ou de promesses, l'acheteur pourra opposer pareilles exceptions au cessionnaire, conformément au droit commun. Toutefois, même dans cette hypothèse, l'acheteur peut être incomplètement protégé puisque, par une clause conventionnelle, il peut s'être engagé à ne pas faire valoir certaines exceptions contre le cessionnaire de la créance.

\+

\+ \+

Le projet n'érige pas en délit toute violation de ses dispositions. Le plus souvent, les

.../...

sanctions seront purement civiles. Si le contrat n'est pas rédigé par écrit ou s'il omet de contenir les mentions imposées par la loi, l'obligation de l'acheteur sera réduite au montant du prix au comptant de l'objet. Il en est de même si le vendeur permet à l'acheteur de s'acquitter par plusieurs versements du paiement de l'acompte.

Dans l'intention du Gouvernement, la pratique de la vente ou du prêt à tempérament n'est pas soumise à autorisation. Toute personne peut vendre ou prêter, mais elle ne peut le faire qu'en respectant les obligations de la loi. L'activité des personnes qui méconnaîtraient les dispositions légales pourra être interdite temporairement par l'administration.

A cette fin, le projet prévoit plusieurs mesures de contrôle et, tout d'abord, l'inscription au Ministere des Affaires économiques. Cette disposition n'a d'autre portée que de permettre à l'administration de connaître les personnes ou les organismes qu'elle doit contrôler. A la différence de certaines lois, telle la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture (articles 7 et 14), qui prescrit l'agréation, l'administration est tenue de procéder à l'inscription de celui qui en fait la demande, pour autant qu'il produise les modèles des contrats qu'il compte utiliser et les tarifs qu'il compte appliquer. L'inscription n'est donc ni une autorisation, ni une agréation.

De Raad van State heeft de 11e Januari 1954 advies gegeven over een eerste tekst van het ontwerp van wet betreffende de verkoop en de lening op afbetaling.

In een nieuw ontwerp neemt de Regering, op enkele wijzigingen in de artikelen 1, 2, 11, 17, 20 en 26 na, de door de Raad van State voorgestelde tekst over.

Daar de Raad van State geen memorie van toelichting bij het tweede ontwerp heeft ontvangen, is hij genoodzaakt geweest, zich van de memorie bij het eerste ontwerp te bedienen.

\+

\+ \+

Het ontwerp van wet betreffende de verkoop en de lening op afbetaling bevat bepalingen van uiteenlopende aard.

Vooreerst wordt de vorm van deze overeenkomsten aan bepaalde vereisten gebonden, met het doel de koper of de ontlener nauwkeurig in te lichten over de voorwaarden waarop hij onderhandelt.

Om het doen van onbezonnen aankopen, welke de middelen van de kopers niet veroorloven, tegen te gaan, eist het ontwerp dat vóór de levering een voorschot van ten minste 15 t.h. plus de kosten worden betaald. De

.../...

Koning wordt gemachtigd, het minimum-percentage van het voorschot per groep van voorwerpen te verhogen. Derwijze zal de Regering kunnen verhinderen, dat van de verkoop op afbetaling een buitensporig gebruik wordt gemaakt, en zal zij invloed kunnen oefenen op de omvang der kredieten, welke voor de financiering van dat soort verrichtingen worden verleend.

Andere bepalingen van het ontwerp dienen om de koper of de ontlener te beschermen tegen overdreven strenge bedingen, waarvan hij de strekking niet altijd vat.

Voorts wordt de rechter bevoegd gemaakt om wijziging te brengen in de straffen, welke de verkoper op niet-naleving van de overeenkomst heeft gesteld. Clausules die een uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde bevatten, worden geacht niet te zijn geschreven, behalve wanneer zij zijn vastgesteld voor de gevallen welke het ontwerp aangeeft.

Tenslotte verbiedt het ontwerp het gebruik van geaccepteerde wissels en van orderbriefjes, behalve wanneer de koper of ontlener in het handelsregister is ingeschreven.

\+

\+ \+

Tijdens het eerste onderzoek van het wetsontwerp had de Raad van State voorgesteld, in artikel 1 de woorden "roerende voorwerpen" door "lichamelijke roerende goederen" te vervangen. De Regering geeft de voorkeur

.../...

aan de term "roerende goederen", zodat onder meer ook de verkoop op afbetaling van effecten, met uitzondering van de premieeffecten, daaronder wordt begrepen.

Gelet op deze nieuwe redactie, moet worden aangegeven of, en eventueel in welke mate, de nieuwe regelen van het ontwerp invloed hebben op de wetgeving inzake verkoop van andere genoteerde en niet-genoteerde effecten dan premieeffecten.

Volgens de memorie van toelichting bij het eerste ontwerp, viel de financiering door middel van aankoopbons of aankoopcoupons onder de toepassing van de wet. De Raad van State had voorgesteld de term "voorschot" in het tweede lid van artikel 1 te behouden, maar dan de juridische draagwijdte er van als volgt te verduidelijken : "elk voorschot toegestaan door afgifte van aankoopbewijzen ...".

In het tweede ontwerp heeft de Regering deze formule geschrapt. Wat het woord "voorschot", dat in meer dan één zin kan worden opgevat, juist betekent, is niet langer duidelijk.

\+

\+ \+

Artikel 1907, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat in de overeenkomsten van geldleningen door middel van annuïteiten terugbetaalbaar, de rentevoet en het voor de wederherstelling van het kapitaal bepaalde bedrag moeten vastgesteld worden door afzonderlijke bedingen van de akte.

.../...

Men zou er goed aan doen, nader te bepalen welke invloed artikel 11, 5°, van het ontwerp eventueel kan hebben op artikel 1907, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.

\+

\+ +

Artikel 17 verbiedt het gebruik van geaccepteerde wissels of van orderbriefjes, wanneer de koper of de ontlener op afbetaling niet in het handelsregister is ingeschreven. Om evenwel de veiligheid van het krediet in zaken van wissels niet in het gedrang te brengen, zal deze bepaling geen uitwerking hebben ten aanzien van de geldigheid der met schending van de wet gecreëerde wissels en orderbriefjes. Overtreding van artikel 17 heeft alleen de toepassing van administratieve sancties tot gevolg.

Om dit verbod te rechtvaardigen, voert de memorie van toelichting aan, dat het gebruik van de wisselbrief of van een promesse niet toelaat, de schuldenaar die tegenslag heeft uitstel te verlenen.

De memorie van toelichting wijst nog op een tweede bezwaar dat aan het gebruik van de wissel verbonden is: "De koper op afbetaling die een later aan een derde afgestane wissel zou geaccepteerd hebben, is gehouden tot de volledige betaling van de prijs zelfs indien ... de verkoper zijn verplichtingen van aflevering en borgstelling niet vervuld heeft". Dit tweede bezwaar bestaat ook voor de ondertekenaar van een orderbriefje.

.../...

Het ware verkeerd te menen, dat het verbod, geaccepteerde wissels of orderbriefjes te gebruiken, dit tweede bezwaar zou wegnemen. De Regering is immers niet voornemens bedingen te verbieden waarbij de koper zich er toe verbindt, tegen de derde, die de schuldvordering van de verkoper overneemt, de excepties te doen gelden waarover hij uit hoofde van de verkeerde uitvoering van het koopcontract zelf tegen de verkoper zou beschikken.

In de opvatting van de Regering kunnen, niettegenstaande elk strijdig beding, tegen de derde die overnemer is alleen worden ingeroepen de excepties, welke de koper zou kunnen halen uit het feit dat het koopcontract de in het ontwerp neergelegde bepalingen van dwingend recht overtreedt.

Kortom, het systeem van de Regering inzake de onmogelijkheid om excepties in te roepen, kan als volgt worden samengevat.

Wanneer, regelmatig of onregelmatig, gebruik wordt gemaakt van wissels of promessen, kan de koper zich tegenover de derde houder niet beroepen op excepties welke op de niet uitvoering van het koopcontract zijn gesteund. Het wisselrecht is van toepassing.

Wanneer integendeel geen gebruik van wissels of promessen wordt gemaakt, kan de koper zich wel op zodanige excepties tegen de overnemer beroepen, overeenkomstig het gemene recht. Doch zelfs in dit geval is het mogelijk, dat de koper niet genoegzaam is beschermd, aangezien hij in een conventioneel beding de verbintenis kan hebben aangegaan, bepaalde excepties niet te zullen inroepen tegen de overnemer van de schuldvordering.

\+

\+ \+

.../...

Het ontwerp beschouwt niet alle overtredingen van de daarin neergelegde bepalingen als wanbedrijven. Meestal zijn de sancties zuiver civielrechtelijk. Indien het contract niet schriftelijk is opgesteld of indien het de wettelijk opgelegde gegevens niet bevat, wordt de verplichting van de koper verminderd tot het bedrag van de contante prijs van het voorwerp. Hetzelfde geldt indien de verkoper de koper toestaat, het voorschot in verschillende stortingen te betalen.

De Regering is niet voornemens, het verkopen of lenen op afbetaling afhankelijk te stellen van een machtiging. Iedereen mag verkopen of lenen, mits hij het doet onder naleving van de wettelijke voorwaarden. Het bestuur zal diegenen, die de wetsbepalingen niet in acht nemen, tijdelijk kunnen verbieden hun werkzaamheid uit te oefenen.

Met het oog hierop, stelt het ontwerp verschillende contrôlemaatregelen in het vooruitzicht. In de eerste plaats de inschrijving bij het Ministerie van Economische Zaken. Deze bepaling zal op niets anders neerkomen, dan dat het bestuur te weten komt welke personen of instellingen het dient te contrôleren. In tegenstelling met hetgeen is bepaald in sommige wetten, zoals de wet van 25 October 1919 betreffende het in pand geven van de handelszaak, het disconto en het in pand geven van de factuur (artikelen 7 en 14), welke de toelating voorschrijft, is het bestuur verplicht degene, die daarom verzoekt, in te schrijven mits deze de modellen der contracten welke hij voornemens is te gebruiken, en de tarieven welke hij wenst toe te passen, overlegt. De inschrijving is dus noch een machtiging, noch een erkenning.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation,	
	L.FREDERICQ,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN. Le rapport a été présenté par M.MAROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN. Het verslag werd uitgebracht door de H.MAROY auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Financiën.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.